

4CO/F/8
15GC/F/6.1

Renforcer le pouvoir des travailleurs et des travailleuses

Nouveaux fronts de la CSI et priorités 2016



ITUC CSI IGB Confédération syndicale internationale

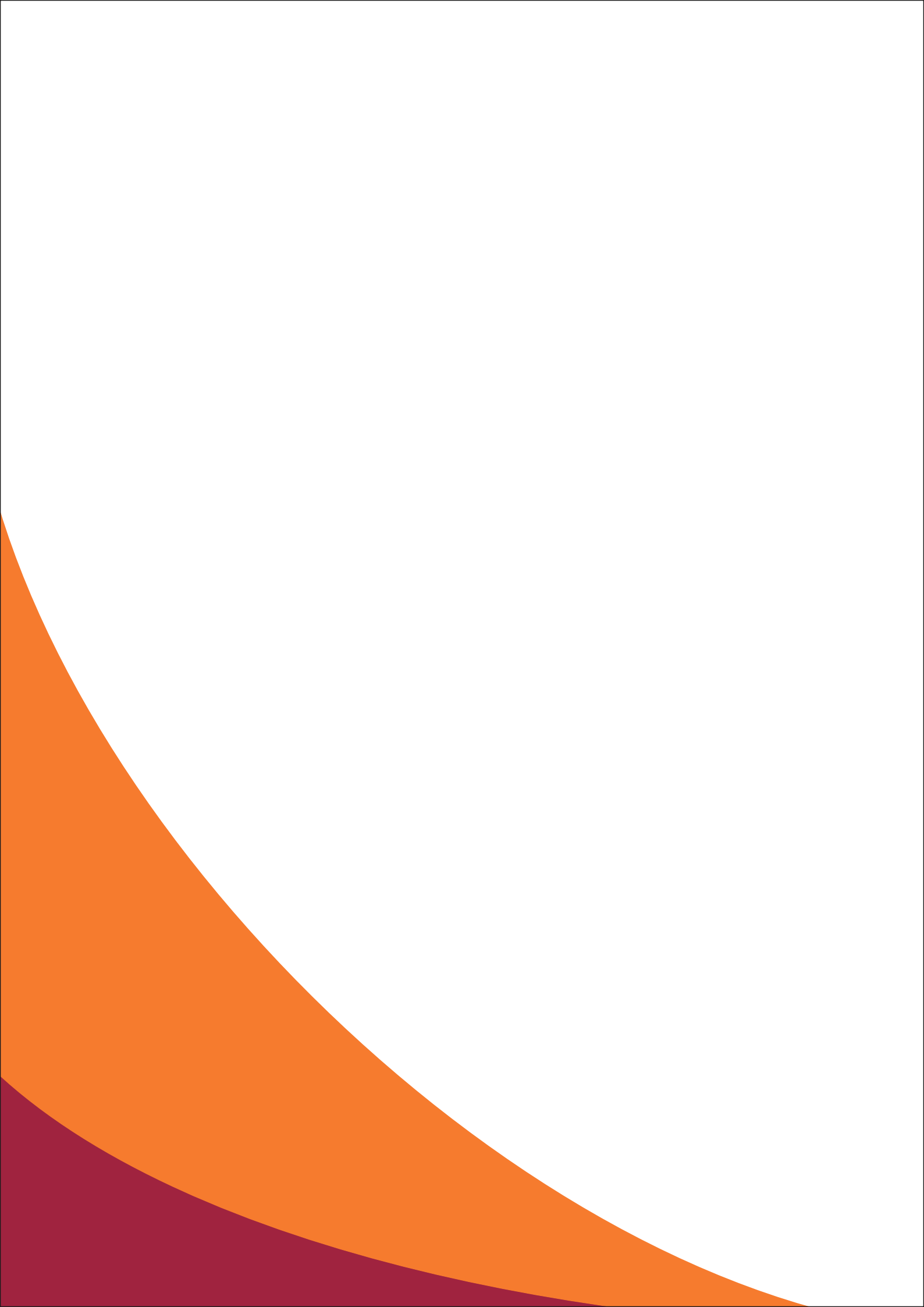


Table des matières

Renforcer le pouvoir des travailleurs et des travailleuses	5
Nouveaux fronts de la CSI et priorités 2015–2018	8
Nouveaux fronts de la CSI: La justice climatique et la transformation industrielle	10
Nouveaux fronts de la CSI: Maîtriser le pouvoir des entreprises dans les chaînes d'approvisionnement	14
Nouveaux fronts de la CSI: L'élimination de l'esclavage	18
Priorité de la CSI: Les pays à risque	20
Priorité de la CSI: La cohérence mondiale	22
Priorité de la CSI: La gouvernance mondiale des migrations	26
Priorité de la CSI: « Comptez avec nous! »	28
Priorité de la CSI: Les travailleurs et travailleuses domestiques – la campagne « 12 + 12 »	30
Priorité de la CSI: L'organisation	32

Renforcer le pouvoir des travailleurs et des travailleuses

Le mandat confié au Congrès à Berlin, en 2014, pour « renforcer le pouvoir des travailleurs et des travailleuses » est au cœur de la détermination de la CSI à maîtriser le pouvoir des entreprises qui appauvrit la vie professionnelle et sape la politique progressiste, l'égalité, le développement et la gouvernance démocratique. Le Congrès a déterminé les défis de taille suivants:

La démocratie, les droits humains et les droits du travail sont menacés:

- Les droits des travailleurs/euses sont menacés et le pouvoir des entreprises doit être maîtrisé;
- Les Institutions financières internationales et les employeurs attaquent les institutions du marché du travail;
- La réforme structurelle des marchés de l'emploi crée du travail précaire;
- La voix démocratique contre l'esclavage et en faveur de sociétés fondées sur les droits est faible et n'est pas écoutée; et
- Les institutions internationales échouent dans la mesure où les intérêts économiques géopolitiques dominent la prise de décisions, mettant en danger la paix, la démocratie, les droits humains et la justice sociale.

L'économie mondiale et le modèle de commerce échouent, compte tenu de:

- Un chômage massif entraînant l'exclusion des jeunes, des femmes et des migrants;
- Des inégalités croissantes, accompagnées d'une baisse de la part salariale, d'atteintes à la négociation collective et d'une protection sociale inadéquate ou inexistante;
- L'augmentation du travail précaire, dangereux et informel; et
- Les risques climatiques et des communautés de plus en plus vulnérables.

Les objectifs stratégiques de la CSI sont bien établis:

1. La croissance syndicale

200 MILLIONS DE MEMBRES AU SEIN DE LA CSI D'ICI 2018

La réalisation de cet objectif requiert une organisation dans l'économie tant formelle qu'informelle.

2. Des emplois durables, des revenus sûrs et une protection sociale

EMPLOI - 100 MILLIONS DE NOUVEAUX EMPLOIS AFIN DE RÉDUIRE DE MOITIÉ LE DÉFICIT EN MATIÈRE D'EMPLOI D'ICI 2018 ET DE FORMALISER 20 POUR CENT DES EMPLOIS DANS L'ÉCONOMIE INFORMELLE

La réalisation de cet objectif requiert un investissement dans:

- l'infrastructure
- l'économie des soins
- les énergies, les transports et les services propres et
- la réalisation des objectifs en matière d'emploi et de travail décent dans les ODD

Sont nécessaires:

- un salaire minimum vital
- une négociation collective
- une protection sociale
- la réalisation des ODD en matière de protection sociale

3. La réalisation des droits

L'ORGANISATION POUR LA DÉFENSE DES DROITS DOIT ÊTRE AU COEUR DE L'ENSEMBLE DES ACTIVITÉS DE LA CSI

- liberté syndicale et droit de négociation collective
- relations d'emploi
- travail sûr
- formalisation du travail informel
- élimination de l'esclavage et du travail forcé – fin du système de la « *kafala* »
- augmentation de 25 pour cent de la participation des femmes au marché du travail
- augmentation de 5 pour cent du nombre de femmes dans les syndicats
- reconnaissance du droit au travail pour les migrants, les réfugiés et les demandeurs d'asile, avec les droits du travail, politiques, sociaux et culturels correspondants

Cadre stratégique

Le Congrès de Berlin a fixé les objectifs fondamentaux de la CSI pour la période 2014-2018 et a établi l'organisation comme élément central.

Tous les plans doivent être basés sur une organisation directe, des partenariats pour l'organisation ou des activités destinées à jeter les bases de l'organisation, à travers les droits, la législation et la politique économique et sociale.

Par conséquent, en poursuivant un objectif ou une cible aux échelons mondial ou national, nous n'investirons que dans des plans garantissant la participation des organisations affiliées et leurs engagements à des objectifs concrets d'organisation pour les travailleurs/euses pour qui l'objectif mondial ou national est pertinent.

La collaboration et la coordination du travail de la CSI avec les FSI ont été établies et acceptées dans le cadre suivant:

Renforcer le pouvoir des travailleurs et des travailleuses: Cadre d'organisation de la CSI – voies vers la croissance

1. CAMPAGNES RELATIVES À DES ENTREPRISES	2. QUESTIONS GLOBALES OBJECTIFS RÉGIONAUX/ NATIONAUX	3. ÉTABLISSEMENT DU PROGRAMME
Menées par les FSI	Questions globales Objectifs régionaux/ nationaux	Campagnes mondiales stratégiques qui viennent d'être lancées
	Stratégies menées par la CSI ciblant des groupes non organisés	La CSI: <ul style="list-style-type: none"> • ces campagnes • peut aider les FSI à lancer ces campagnes • peut mener ces campagnes

Nouveaux fronts de la CSI et priorités 2015-2018

Dans ce contexte, le Conseil général a approuvé, en 2014, les priorités et les nouveaux fronts suivants de la CSI pour la période de Congrès 2014-2018:

NOUVEAUX FRONTS

- La justice climatique et la transformation industrielle
- Maîtriser le pouvoir des entreprises dans les chaînes d'approvisionnement
- L'élimination de l'esclavage

PRIORITÉS

- Les pays à risque
- La cohérence mondiale et le développement
- La gouvernance mondiale des migrations
- « Comptez avec nous! »
- Les travailleurs et travailleuses domestiques
- L'organisation

Les plans stratégiques pour chacun de ces domaines de travail sont résumés dans les pages qui suivent.

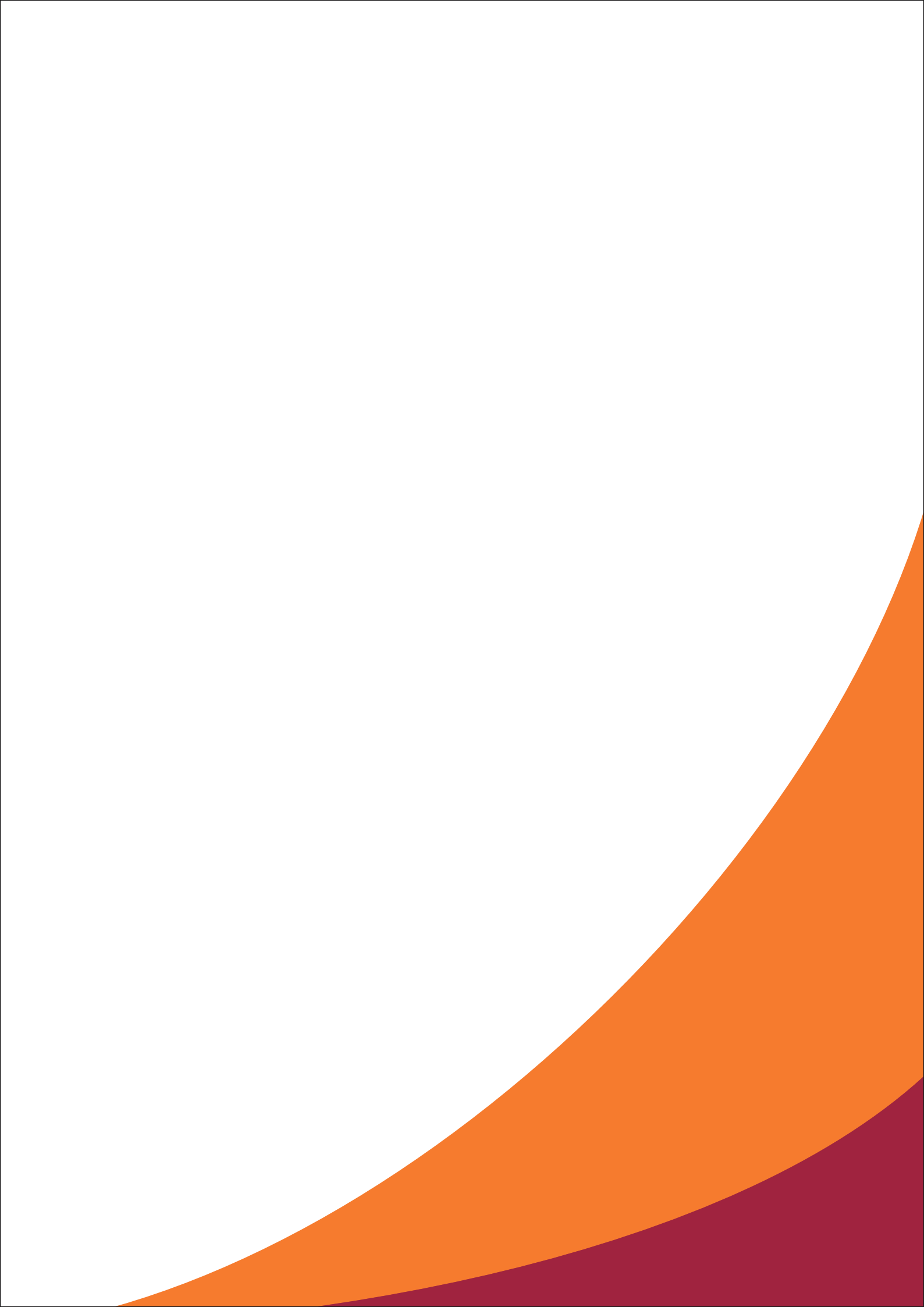
En outre, le RSCD constitue une excellente base pour le plaidoyer auprès des institutions et des processus en matière de développement aux échelons national et international. Étroitement lié au travail en matière de politique économique et sociale décrit dans la priorité stratégique de la cohérence mondiale, le RSCD aide la CSI, la TUAC et les FSI à aligner les priorités politiques stratégiques et le financement d'activités connexes.

Recommandation

Le Conseil général est invité à:

Approuver les trois nouveaux fronts et les priorités actuelles de la CSI et appeler toutes les organisations affiliées à s'engager activement dans leur mise en œuvre; et

Demander aux donateurs d'envisager de soutenir la mise en œuvre des nouveaux fronts et des priorités moyennant un financement direct et la mise en adéquation des programmes bilatéraux.



Nouveaux fronts de la CSI:

La justice climatique et la transformation industrielle

Points saillants

- Reconnaissance de la « transition juste » dans le projet d'accord de la CCNUCC.
- Participation de 40 organisations affiliées à la semaine d'action mondiale en juin 2015 en vue de relever le degré d'ambition en matière d'objectifs nationaux d'émissions et d'obtenir l'appui à une « transition juste ».
- Événements nationaux dans le cadre de la campagne « Les syndicats pour le climat » renforçant les capacités et l'élan dans six pays.
- Trois rapports *Nouveaux fronts* de la CSI sur le climat et publication de Sustainlabour détaillant les activités syndicales en matière de climat.
- Sommet syndical sur le climat organisé à Paris par les syndicats français et la CSI.
- Lancement de l'action « Le droit de savoir des travailleurs » dans le cadre de la campagne « Les syndicats pour le climat » lors du Sommet syndical à Paris.
- Soutien obtenu dans le cadre de la demande d'un dialogue avec les employeurs en faveur d'une « transition juste ».

Aperçu

IL N'Y A PAS D'EMPLOI SUR UNE PLANÈTE MORTE.

Nous devons décarboniser notre planète d'ici 2050. Pour ce faire, des réductions majeures des émissions et un accès universel à des technologies de pointe sont nécessaires.

Les syndicats demandent un accord global, mis en œuvre sur la base de principes et de plans visant à une transition juste: des plans nationaux et au niveau de l'industrie/entreprise qui protègent et créent de nouveaux emplois en investissant dans la transformation industrielle nécessaire.

Les travailleurs et les travailleuses ont le droit:

- de connaître les plans de leur gouvernement en vue de décarboniser leur économie et de protéger les emplois et les pensions;
- de connaître les plans de leur employeur en vue de décarboniser le lieu de travail et de protéger les emplois; et
- de savoir où sont investies leurs caisses de retraite.

Les travailleurs/euses et leurs syndicats exigent et acceptent la responsabilité du dialogue nécessaire pour développer et mettre en œuvre des plans de transition juste.

À l'échelle nationale, ces plans constituent un premier pas pour susciter la confiance dont la population a besoin pour appuyer des changements structurels. À cette fin, il est nécessaire qu'un plan assorti d'un calendrier pour une transition énergétique garantisse:

- une période définie de garanties salariales et de sécurité de l'emploi pour les travailleurs/euses concernés;
- des garanties de pension pour les travailleurs plus âgés au-delà de la période définie;
- une acquisition des compétences et des redéploiements avec des possibilités d'emploi décent pour les travailleurs plus jeunes;
- des mesures de protection sociale pour soutenir la population durant la transition; et
- des investissements dans le renouvellement communautaire, y compris des constructions et des services liés aux énergies renouvelables.

De même, le dialogue social et la négociation collective aux niveaux de l'industrie et de l'entreprise sont essentiels pour garantir la transformation industrielle nécessaire pour assurer un avenir à zéro émission de carbone.

Tel est le défi le plus important auquel sera confronté le monde au cours des 30 années à venir, mais nous devons commencer dès à présent ou nous perdrons la guerre contre le changement climatique, avec de terribles conséquences pour tous les travailleurs/euses et leurs communautés.

Le capital des travailleurs – nos caisses de retraite – peut jouer un rôle important moyennant des investissements conformes à l'objectif de limitation du réchauffement planétaire à deux degrés Celsius. Autrement dit, quel que soit l'établissement où sont investies nos caisses de retraite, il sera nécessaire d'exiger des entreprises qu'elles comptent un plan énergétique et des dispositions industrielles, logistiques et de services garantissant une « transition juste ».

Le rapport de la CSI *Vers une croissance de l'emploi vert et décent* met en évidence les résultats potentiels impressionnants en termes de création d'emplois grâce à des mesures en faveur d'une économie verte dans six industries: la construction, les transports, l'énergie, l'agriculture, l'industrie manufacturière et l'eau. L'OIT a calculé qu'au moins 60 millions d'emplois pourraient être créés et selon New Climate Economy l'investissement nécessaire dans l'infrastructure s'élèverait à 90 billions USD d'ici 2030. Cela signifie de nouveaux emplois.

Nombreux sont les cas de croissance de l'emploi sous l'effet de la récente évolution technologique dans les industries et services traditionnels et nouveaux, et les syndicats sont en première ligne de l'action de plaider dans nombre d'industries. Le soutien aux organisations affiliées dans leur demande d'une transformation industrielle et d'un dialogue en la matière doit être une priorité.

La CSI collaborera avec les organisations affiliées afin de se mobiliser pour un accord mondial qui encadre la possibilité d'une transformation industrielle et garantisse une « transition juste ».

Les organisations affiliées à la CSI sont également engagées à organiser les travailleurs/euses dans les nouveaux emplois de l'économie verte, à la fois dans les économies formelle et informelle.

Objectifs

1. Mettre davantage l'accent sur le climat dans le programme des organisations affiliées et dans leurs actions de plaidoyer auprès de l'opinion publique et de leur gouvernement dans le cadre de la campagne « Les syndicats pour le climat ».
2. Organiser les travailleurs et les travailleuses en ce qui concerne les questions climatiques et environnementales.
3. Garantir la mise en œuvre d'un accord mondial et renforcer l'ambition des gouvernements de protéger la vie et les emplois des travailleurs et des travailleuses en assurant un accès universel aux technologies de pointe, en dirigeant la transformation industrielle de tous les secteurs économiques et industries et en garantissant des mesures de transition juste.

Stratégie

1. Promouvoir la campagne « Les syndicats pour le climat » en vue de mieux faire connaître le rôle de chef de file des syndicats et leur engagement dans la lutte contre le changement climatique aux échelons national, régional et international.
2. Encourager et soutenir la mobilisation des organisations affiliées et un plaidoyer syndical soutenu auprès de leur gouvernement en vue de la mise en œuvre de l'accord mondial assorti d'un plan national de transition juste.
3. Mener des actions de plaidoyer lors des négociations des Nations unies sur le changement climatique (CCNUCC) et auprès d'autres instances concernées, y compris en Chine (présidence du G20 en 2016).
4. Garantir qu'une voix forte des syndicats se fasse entendre durant les débats sur la politique de développement durable, en particulier dans les processus des Nations unies sur la mise en œuvre des Objectifs de développement durable (ODD).
5. Lancer une campagne auprès des entreprises sur le « droit à l'information » – modèle de campagne électronique pour les organisations affiliées et les partenaires appelant les consommateurs et les travailleurs/euses à faire pression sur les entreprises pour qu'elles s'engagent publiquement en ce qui concerne leurs plans pour une « transition juste » vers un avenir à zéro émission de carbone.
6. Soutenir la recherche et la mise en œuvre des plans de transformation industrielle dans six pays.
7. Organiser une conférence à l'intention des organisations affiliées et des FSI qui négocient une transformation industrielle.
8. Collaborer avec les organisations affiliées dans six pays ciblés en vue d'organiser les travailleurs/euses dans les emplois verts et organiser un cours pilote de formation à l'intention des organisateurs actifs dans ces industries et services en vue de développer un programme de formation.
9. Conjointement avec les membres du Comité sur le capital des travailleurs (CWC), élaborer des résolutions d'actionnaires en vue d'assurer les engagements des entreprises en faveur d'une transformation industrielle et de la création d'emplois dans les énergies renouvelables.
10. Dossiers *Nouveaux fronts* de la CSI sur le changement climatique (2).
11. Élaborer un rapport sur les développements technologiques permettant une transformation industrielle.

Cibles

ORGANISATION

Fixation du nombre de cibles dans chaque campagne nationale en concertation avec les organisations affiliées et les FSI.

GOUVERNEMENT

Engagement politique actif dans six pays d'ici la fin de 2016.

EMPLOYEURS

Sur la base des Lignes directrices tripartites de l'OIT sur une transition juste (2015), soutien aux organisations affiliées dans leur plaidoyer auprès des employeurs et leur négociation sur les questions liées à une « transition juste » et à la transformation industrielle.

INVESTISSEURS

Collaboration avec les caisses de retraite et les administrateurs syndicaux des caisses de retraite (à travers le Comité sur le capital des travailleurs – CWC) dans le cadre des stratégies d'investissement à long terme soutenant l'investissement dans le développement de l'infrastructure d'appui, la transformation industrielle et la création d'emplois.

Nouveaux fronts de la CSI: Maîtriser le pouvoir des entreprises dans les chaînes d'approvisionnement

Points saillants

À L'ÉCHELLE MONDIALE

- Publication du rapport mondial Scandale.
- Scandales concernant des entreprises dévoilés dans le cadre d'une campagne dans les réseaux sociaux.
- À l'occasion de la JMTD, lancement du logo « Halte à la cupidité des entreprises » #endcorporategreed.
- Engagement du G7 en matière de droits du travail dans les chaînes d'approvisionnement et renforcement des Principes directeurs et des points de contact de l'OCDE.

À L'ÉCHELLE LOCALE

- Plans de campagne nationaux et activités à l'occasion du Premier mai en vue de mettre un terme à la cupidité des entreprises au Cambodge, aux

Philippines et en Indonésie.

- Histoires de travailleurs/euses étayées dans chacun des pays ciblés en Asie.
- Identification de Samsung comme première entreprise ciblée.
- Identification de pays cibles supplémentaires en Afrique et en Amérique latine.

SUR LE PLAN LÉGAL

- Cartographie des lacunes juridiques dans les pays où les EMN ont leur siège.
- Finalisation du projet de convention sur les chaînes d'approvisionnement afin que la CSI et les FSI l'utilisent pour donner un nouvel élan au débat à l'OIT.

Aperçu

La montée en puissance des entreprises est en corrélation directe avec le recul des droits des travailleurs et des travailleuses, la baisse des salaires et des emplois sûrs. Les gouvernements sont soumis aux entreprises

qui imposent leur politique et réglementation dans pratiquement toutes les sphères de notre vie.

Le travail n'est pas une marchandise: ce principe s'inscrit

au cœur même de la Constitution de l'OIT. Or, le réseau mondial des chaînes d'approvisionnement dominant le commerce mondial opère sur cette base. Le pouvoir, le profit et l'exploitation de la main-d'œuvre et des ressources naturelles par les entreprises dépendent de plus en plus de ce modèle commercial basé sur l'appauvrissement – des chaînes d'approvisionnement mondiales, un commerce mondial qui maintient des millions de travailleurs et de travailleuses dans la pauvreté et le travail précaire.

Plus de 60 pour cent du commerce mondial dépend de contrats dans des chaînes d'approvisionnement dans différentes parties du monde.

La composante financière des chaînes d'approvisionnement est de plus en plus spéculative. Elle a une incidence sur le coût des produits de base et contribue à enrichir une minorité bien au-delà de ses besoins.

En 2015, plus de la moitié de la population en Allemagne, aux États-Unis, en France, aux Pays-Bas et au Royaume-Uni, pays du G7, considérait qu'on ne pouvait compter sur les grandes entreprises pour veiller aux intérêts des travailleurs/euses. Dans les pays producteurs de l'Indonésie, des Philippines et de la Turquie, 78 pour cent réclamait un salaire minimum vital et 80 pour cent indiquait que les employeurs privilégiaient le profit au détriment de la sécurité.

C'est dans l'économie réelle où les travailleurs/euses sont exploités à travers des chaînes d'approvisionnement basées sur la privation des droits humains et du travail, des salaires de misère et un travail peu sûr ou précaire. Il s'agit d'un modèle qui exploite impitoyablement le travail des femmes et des migrants.

En raison de l'intégration de l'approvisionnement, de la production, du transport, de la logistique et des services, toutes les entreprises sont impliquées, ce qui entraîne une aggravation des inégalités ainsi que la création d'une pauvreté massive.

Les entreprises ont des responsabilités à l'égard des travailleurs et des travailleuses à travers leurs chaînes d'approvisionnement. Nous disposons de lois nationales et de normes internationales, notamment les Principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme, les Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales et la Déclaration de l'OIT sur les entreprises multinationales. Dans le même temps, nous constatons que l'industrie de la responsabilité sociale des entreprises (RSE), qui représente 80 milliards USD, s'emploie beaucoup plus à masquer les

problèmes plutôt qu'à les résoudre.

Aujourd'hui, les entreprises sont soumises à une responsabilité juridique limitée dans leur pays dans les cas des violations qu'elles commettent ou auxquelles elles contribuent dans leurs chaînes d'approvisionnement. En effet, les chaînes d'approvisionnement sont structurées de manière à limiter la responsabilité, permettant aux entreprises de bénéficier de sous-traitants sans loi et de pays qui ne peuvent ou ne veulent pas appliquer la loi. Et pourtant, l'appel irresponsable à une plus grande libéralisation du commerce et flexibilité du marché du travail se poursuit.

Il ne fait aucun doute que l'économie informelle et l'esclavage/travail forcé font désormais partie des pires formes d'exploitation du modèle.

En effet, de nombreuses petites et moyennes entreprises sont également impuissantes face aux pressions exercées par les grandes entreprises pour qu'elles acceptent des contrats à court terme qui ne paient pas suffisamment. Cette absence de concurrence loyale aggrave, à son tour, l'exploitation des travailleurs/euses.

Notre campagne qui vise à cibler les chaînes d'approvisionnement mondiales, à révéler l'impact et la main-d'œuvre cachée des grandes entreprises, ainsi que leur richesse et leur pouvoir, conjuguée à des campagnes d'organisation nationales et régionales, a été lancée. En outre, conjointement avec les FSI, deux autres séries de Scandales seront publiées.

Sous le logo « Halte à la cupidité des entreprises », les syndicats s'organisent pour réclamer des salaires minimums vitaux et une négociation collective, des relations de travail plus sûres, la formalisation du travail informel dans les chaînes d'approvisionnement, l'éradication de l'esclavage dans les chaînes d'approvisionnement et une protection sociale universelle.

Les FSI augmentent le nombre d'accords-cadres mondiaux, y compris la diligence raisonnable et la mise en œuvre. L'Accord de Bangladesh a force exécutoire et fournit un modèle sectoriel pour mener des actions en matière de droits et de travail sûr et sécuritaire. Le G7 a renforcé ses attentes quant au respect des droits fondamentaux dans les chaînes d'approvisionnement. Par ailleurs, le G20 a pris une initiative visant à augmenter la part salariale et en matière de travail sûr, et l'OIT a inscrit la question des chaînes d'approvisionnement à son ordre du jour.

Objectifs

1. Établir des syndicats plus forts.
2. Garantir des salaires minimums vitaux soutenus par des systèmes durables.
3. Assurer une protection sociale.
4. Modifier le comportement des entreprises dans leurs chaînes d'approvisionnement afin de:
 - » Éradiquer le travail forcé et informel;
 - » Payer un salaire minimum vital;
 - » Élargir la négociation collective et rendre le travail plus sûr;
 - » Éliminer l'évasion fiscale, dénoncer la corruption et empêcher la conduite d'affaires dans les États esclavagistes.

Stratégie

Locale (objectifs 1 - 4)

- Organisation: utiliser la campagne pour développer le syndicat à l'échelle nationale. Promouvoir la campagne pour renforcer le syndicat (1^{er} objectif).
- Faire pression sur les gouvernements et les entreprises en mobilisant les travailleurs/euses afin de garantir:
 - » Un salaire minimum vital (2^e objectif);
 - » Un socle de protection sociale (3^e objectif); et
 - » Un changement de comportement des entreprises/chaînes d'approvisionnement (4^e objectif).

Mondiale (objectif 4)

- De nouvelles éditions de *Scandale* en partenariat avec les FSI;
- Des campagnes relatives aux entreprises pour appuyer les objectifs locaux – un pays/une entreprise;
- Des campagnes en ligne et hors ligne en solidarité avec les syndicats dans les pays d'origine des EMN ciblées;
- La solidarité des consommateurs/communauté en vue de soutenir les travailleurs/euses qui font partie de la main-d'œuvre cachée dans le cadre des campagnes ciblant des entreprises;
- Des stratégies sur le capital des travailleurs moyennant des rapports pour les investisseurs, un engagement direct et des actions d'actionnaires;
- La mise en oeuvre des engagements du G7 et le renforcement des engagements du G20;
- L'obtention des conclusions suivantes lors des discussions de l'OIT en 2016:
 - » la reconnaissance des déficits de travail décent qui existent dans les chaînes d'approvisionnement mondiales;
 - » un appel lancé aux gouvernements pour qu'ils combler le déficit dans la législation et la pratique à l'échelle nationale en renforçant l'État de droit et les institutions du marché du travail, notamment les mécanismes de salaire minimum vital, la négociation collective et l'inspection du travail;
 - » la mise à jour de la Déclaration de principes tripartite de l'OIT sur les EMN et son mécanisme de suivi conformément aux Principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme;
 - » l'engagement à une norme de l'OIT sur les chaînes d'approvisionnement mondiales; et
 - » la promotion d'accords sectoriels mondiaux et d'accords-cadres internationaux;
- Des actions médiatiques sociales visant à soutenir les stratégies mondiales et locales.

Légale

Instaurer une législation dans cinq pays rendant les EMN responsables en matière de droits du travail, de salaires minimums vitaux, de relations de travail et de travail sûr dans les chaînes d'approvisionnement mondiales.

Recourir aux procédures judiciaires/stratégies juridiques, notamment:

- Plaintes auprès de l'OIT;
- Tribunaux nationaux – non-versement des salaires, relations de travail abusives;
- Principes directeurs de l'OCDE, plaintes;
- Programmes de préférences commerciales, plaintes et arbitrage international des bénéfices; et
- Législation des marchés publics afin de faire pression sur les entreprises et les marchés publics.

Cibles

ORGANISATION:

- 500 000 nouveaux membres

GOUVERNEMENTS :

- Asie: Bangladesh, Cambodge, Hong Kong, Indonésie, Philippines, et autres pays qui choisissent d'adhérer à la campagne pour 2016
- Afrique: Kenya, Nigeria + 3
- Amérique latine: Argentine, Brésil, El Salvador, Panama

EMPLOYEURS:

- Marques mondiales dans le textile, l'industrie manufacturière, les transports et la logistique

AUTRES:

- Chambre de commerce américaine et blocs commerciaux

Nouveaux fronts de la CSI: L'élimination de l'esclavage

Points saillants

PROTOCOLE SUR LE TRAVAIL FORCÉ:

- Le Niger est le premier pays à avoir ratifié le Protocole sur le travail forcé.
- Conclusions fermes de la CAN sur la Mauritanie à l'OIT.
- Engagement de la CSI dans le processus en Ouzbékistan en vue d'éliminer le travail forcé.

METTRE FIN À LA KAFALA DANS LES ÉTATS DU GOLFE:

- La décision de l'OIT condamne Qatar Airways pour discrimination fondée sur le sexe sur le lieu de travail.
- Conclusions fermes de la CAN à l'OIT appelant à l'abolition de la *kafala*.
- Couverture médiatique sans précédent avec 7000 mentions dans les médias du nombre de travailleurs qui meurent au Qatar durant une période de 24 heures, liant les droits du travail au Qatar au scandale de la FIFA.
- Actions de campagne couronnées de succès par les organisations affiliées et les partenaires, notamment « Sauvons la FIFA » et « Dites à Dior que l'esclavage pue », auxquelles ont adhéré des milliers de partisans.
- Indemnisation par la NYU des travailleurs de la construction sous-payés et report des plans de construction du Guggenheim et du Louvre à Abu Dhabi.
- Libération de Santosh, infirmier sud-africain détenu en isolement au Qatar, qui retravaille dans son pays, l'Afrique du Sud.
- Future révision des critères concernant les candidatures à la FIFA afin d'inclure les droits des travailleurs.
- Modification par les syndicats de la législation du travail concernant la FIFA en Russie, qui donnait carte blanche à l'exploitation massive des travailleurs.

Aperçu

Le travail forcé est l'antithèse même du travail décent. L'élimination des formes contemporaines de l'esclavage constitue une question fondée sur les droits et un impératif moral pour le mouvement syndical. On estime à plus de 21 millions les esclaves modernes dans le monde entier: 11,4 millions de femmes et de filles et 9,5 millions d'hommes et de garçons. Près de 19 millions de ces victimes sont exploitées par des particuliers ou des entreprises et plus de deux millions par un État ou des groupes rebelles. Dans l'économie privée, le travail forcé génère 150

milliards USD de profits illégaux par an. Le travail domestique, l'agriculture, la construction, la production manufacturière et le spectacle figurent parmi les secteurs les plus concernés. Les travailleurs migrants et les populations indigènes sont particulièrement vulnérables au travail forcé. Il constitue la troisième plus importante activité criminelle, après le trafic de drogue et le trafic d'armes.

Le modèle d'esclavage au Qatar est désormais un scandale de dimension mondiale, mais ne pourra

être enrayé que si nous intensifions les appels lancés par tous les pays pour éliminer l'esclavage et mettre un terme au travail forcé; le système de la *kafala* et d'autres politiques qui facilitent les pires formes d'exploitation doivent être abolis.

Nous poursuivrons la campagne sur le Qatar ainsi que nos activités de campagne dans les EAU en tant qu'axe central de notre action, en mettant davantage l'accent sur la réputation des entreprises et l'investissement international.

Le Protocole relatif à la Convention sur le travail forcé (n° 29) accorde une importance accrue et apporte un regain d'énergie à la détermination à éliminer le tra-

vail forcé. Nous organiserons une campagne en vue de la ratification du Protocole dans 50 pays d'ici 2018, moyennant des réformes pertinentes des législations du travail. Le soutien des organisations affiliées, tant dans les pays ciblés que dans les centres d'influence, sera d'importance cruciale.

Le travail forcé contribue de plus en plus aux secteurs économiques traditionnels et aux chaînes d'approvisionnement mondiales. Cette action présente un certain chevauchement avec la campagne « Nouveaux fronts » visant à maîtriser le pouvoir des entreprises. Nous devons éliminer l'esclavage dans les chaînes d'approvisionnement mondiales.

Objectifs

- Ratification du Protocole de l'OIT relatif à la Convention sur le travail forcé par 16 pays d'ici 2016.
- Campagnes dans cinq pays ciblés visant à éliminer l'esclavage, axées sur l'organisation des travailleurs/euses afin de promouvoir la liberté syndicale et de mettre un terme au système de la *kafala* au Qatar ainsi que dans d'autres États du Golfe.
- Deux cas d'indemnisation par les entreprises des travailleurs/euses victimes du travail forcé.

Stratégie

- Participation des organisations affiliées à la campagne mondiale de la CSI afin d'obtenir la ratification du Protocole relatif à la Convention sur le travail forcé par les pays et d'assurer leur réforme législative.
- Collaboration avec les organisations affiliées dans les pays ciblés en vue d'organiser les travailleurs/euses vulnérables au travail forcé. Cette action comprendra les organisations affiliées dans les pays d'origine, le cas échéant.
- Demander aux entreprises de rendre des comptes pour le travail forcé dans les chaînes d'approvisionnement moyennant une procédure en justice ou des stratégies d'investissement relatives au capital des travailleurs.

Cibles

- Campagne par les organisations affiliées dans 16 pays en faveur de la ratification du Protocole d'ici fin 2016 et dans 50 pays d'ici fin 2018.
- Les travailleurs/euses migrants, indigènes et vulnérables dans les pays ciblés.
- Le travail domestique et de soins, l'agriculture, la construction, l'industrie manufacturière dans des pays ciblés: Qatar, Mauritanie, Paraguay, Moldavie et Ouzbékistan.

Priorité de la CSI:

Les pays à risque

Points saillants

GUATEMALA:

- Un protocole sur les mesures de sécurité pour les syndicalistes, rédigé et proposé par les syndicats, a été adopté par le gouvernement et est actuellement mis en œuvre.
- L'espace de coordination entre les différentes confédérations et fédérations, créé par la CSI et la CSA, a permis de présenter des positions unitaires dans tous les débats internationaux, notamment à l'OIT et au conseil d'arbitrage de l'ALEAC.

SWAZILAND:

- Le TUCOSWA a été enregistré officiellement après quatre ans de lutte et de campagne.
- Thulani Maseko, juriste spécialisé dans les droits humains, et Bheki Makhubu, journaliste, ont été libérés de prison.
- Le travail réalisé en Haïti et en Égypte a été considérable. Il est proposé d'inscrire ces deux pays sur la liste des pays ciblés.
- *L'Indice CSI des droits dans le monde* a été publié, étayé par des données concernant les tendances, auquel font de plus en plus référence des établissements universitaires et des ONG.
- Conclusions fermes de la CAN à l'OIT concernant le Bangladesh, la Mauritanie, le Mexique, le Swaziland et le Qatar.
- La CSI a fait appel aux commissions régionales des droits humains en Afrique et dans les Amériques pour soulever des cas sur la liberté syndicale.

Aperçu

La stratégie de la CSI concernant les « pays à risque » constitue un programme de base en matière de droits humains et syndicaux comportant une liste précise des pays à surveiller où la démocratie et les droits font l'objet d'atteintes. Nos organisations affiliées dans ces pays s'engageront dans des luttes de libération, en faisant face aux conflits et en luttant contre la discrimination et l'oppression qui règnent dans un contexte où les lois garantissant les droits fondamentaux de tous les travailleurs et travailleuses ne sont pas respectées.

En 2016, des pays figurant sur la liste des pays à surveiller lorsque les conditions le permettent, jusqu'à dix pays seront ciblés en vue de mener d'intenses activités de campagne comportant des plans détaillés pour l'organisation des membres, et s'appuyant sur des actions juridiques, médiatiques et d'autres actions nationales et internationales.

LISTE DES PAYS À SURVEILLER			PAYS CIBLÉS
Afghanistan	Grèce	Pakistan	Bahreïn
Algérie	Guinée	Palestine	Cambodge
Bangladesh	Hong Kong	Paraguay	Égypte
Belarus	Iran	Qatar	Fidji
Colombie	Irak	République centrafricaine	Guatemala
Corée	Kazakhstan	République démocratique du Congo	Haïti
États-Unis	Mali	Syrie	Swaziland
Philippines	Mexique	Somalie	Zimbabwe
	Myanmar	Turquie	

Objectifs

- Organisation en vue d'établir des syndicats et de soutenir le militantisme syndical
- Garantie de la liberté syndicale et de la négociation collective dans la loi et dans la pratique
- Réduction du travail informel et précaire dans les pays ciblés

Stratégie

- Gouvernements ciblés
- Entreprises
- OIT – élaboration de normes
- OIT – système de contrôle et mécanismes de plaintes
- Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des EMN – mécanismes de plaintes
- Organes législatifs – cours et tribunaux nationaux, tribunaux des droits humains et cours/commissions régionales

Objectif de la campagne d'organisation

- Augmenter de deux pour cent le nombre d'adhérents syndicaux

Stratégie

- Organisation – renforcement des capacités/soutien aux organisations affiliées dans le cadre de l'organisation pour la défense des droits
- Dénonciation de l'inaction et/ou de la complicité des gouvernements dans la privation de la liberté syndicale et d'autres droits fondamentaux du travail
- Instauration d'une solidarité régionale/mondiale afin de soutenir les pays à risque
- Campagnes de médias sociaux et d'actions numériques
- Plaintes auprès de l'OIT et autres stratégies juridiques
- Pressions exercées sur les gouvernements et les institutions internationales, y compris des sanctions commerciales
- Soutien aux Fédérations syndicales internationales en cas de conflit sur le lieu de travail
- Évaluation des pays pour l'Indice CSI des droits dans le monde
- Publication d'un rapport périodique sur les pays à risque

Priorité de la CSI:

La cohérence mondiale

Points saillants

La Recommandation n° 204 de l'OIT concernant la transition de l'économie informelle vers l'économie formelle a été adoptée – orientation juridique et politique destinée à promouvoir les droits des travailleurs/euses dans l'économie informelle.

LE G20:

- a établi un Groupe de travail sur l'emploi et a accordé la priorité au travail relatif à la « part du travail et des salaires »;
- a tenu une réunion conjointe des ministres du Travail et de Finances, en menant des consultations avec le L20, et le L20-B20 a élaboré une déclaration conjointe à l'intention des dirigeants du G20.

Les politiques de sauvegarde de la Banque mondiale ont incorporé une disposition sur le travail.

Le FMI, l'OCDE ainsi que d'autres organisations ont reconnu le rôle de la négociation collective et la politique en matière de revenus pour combattre les inégalités.

Des actions de solidarité de la CSI ont été menées par 45 syndicats et des FSI en faveur du Salvador dans le cadre du règlement des différends entre investisseurs et États.

Campagne d'envergure lancée par les syndicats et leurs alliés appelant les ministres du Commerce à rendre public le texte de l'accord du Partenariat transpacifique (TPP).

DÉVELOPPEMENT:

- Le travail décent et la protection sociale sont inclus dans le nouveau cadre des Objectifs de développement durable (ODD) des Nations unies et le programme de financement du développement.
- Le dialogue social constitue une priorité politique dans les conclusions du Conseil de l'UE concernant le cadre des ODD.
- Les syndicats sont reconnus comme des acteurs du développement de plein droit au sein d'organisations internationales (ONU, CAD-OCDE, UE, GPEDC).
- Le profil des positions syndicales sur les politiques en matière de développement gagne en importance dans les médias généralistes, les médias sociaux et les communications spécialisées sur le développement.
- Des instruments ont été développés pour améliorer les partenariats syndicaux de solidarité internationale et le partage d'informations sur les programmes de développement aux échelons mondial et régional.

Développement

Le travail décent et la protection sociale sont inclus dans le nouveau cadre des Objectifs de développement durable (ODD) des Nations unies et le programme de financement du développement.

Le dialogue social constitue une priorité politique dans

les conclusions du Conseil de l'UE concernant le cadre des ODD.

Les syndicats sont reconnus comme des acteurs du développement de plein droit au sein d'organisations internationales (ONU, CAD-OCDE, UE, GPEDC).

Le profil des positions syndicales sur les politiques en matière de développement gagne en importance dans les médias généralistes, les médias sociaux et les communications spécialisées sur le développement.

Des instruments ont été développés pour améliorer les partenariats syndicaux de solidarité internationale et le partage d'informations sur les programmes de développement aux échelons mondial et régional.

Objectifs

Le plein emploi et le travail décent – en veillant à ce qu'ils soient au cœur de la mise en œuvre des Objectifs de développement durable (ODD) des Nations unies

Une administration efficace du capital des travailleurs et l'application de principes d'investissement à long terme

Une protection sociale universelle, y compris des socles de protection sociale dans la mise en œuvre des ODD et dans la promotion de la nouvelle Recommandation n° 204 de l'OIT concernant la transition de l'économie informelle vers l'économie formelle

Un développement inclusif et durable

Des hausses salariales et une réduction des inégalités des revenus, notamment moyennant des salaires minimums vitaux et la négociation collective

Le respect par les EMN des droits humains des travailleurs/euses, notamment dans les chaînes d'approvisionnement

Une réglementation financière efficace et la fin de l'évasion fiscale, ainsi que l'introduction d'une taxe sur les transactions financières (TTF)

Un commerce équitable avec des règles multilatérales soutenant les droits des travailleurs/euses et préservant l'espace politique national, notamment en matière de services publics

Un accord mondial sur le climat, la transformation industrielle et des mesures de transition juste

Une modification des recommandations des IFI, de l'OCDE et du G7/G20 en faveur de politiques visant à s'attaquer au déficit d'emplois et aux inégalités et à générer une croissance inclusive

Stratégie

Étudier et préconiser des politiques économiques progressistes en matière d'emploi, de salaires, de protection sociale pour une croissance inclusive et assurer un suivi de l'initiative de l'OCDE « Nouvelles approches face aux défis économiques » (NAEC) afin de modifier les recommandations mondiales de politique économique.

plans de transition juste dans le cadre des mesures en faveur du climat et la transformation industrielle correspondante.

Exercer des pressions en vue de la mise en œuvre des priorités syndicales dans les ODD aux échelons national, régional et mondial.

Développer des stratégies d'entreprise et l'activisme actionnarial pour un investissement responsable du capital des travailleurs.

Faire campagne pour des règles de commerce multilatéral et des droits et contre les accords commerciaux qui ne respectent pas les politiques et les principes de la CSI.

Soutenir les négociations et les plaintes à l'OIT, ainsi que les plaintes soumises dans le cadre des Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales et les campagnes des organisations affiliées en vue de renforcer les Points de contact nationaux (PCN), la contribution syndicale aux orientations sur le devoir de diligence dans les chaînes d'approvisionnement et toute autre possibilité de maîtriser le pouvoir des entreprises.

Renforcer le dialogue social à l'OIT, à l'OCDE, au G7, au G20, dans les blocs économiques régionaux et les agences internationales pour le développement et des

Cibles

- Gouvernements
- Institutions financières internationales (IFI)
- ONU
- OIT
- OCDE
- Points de contact nationaux (PCN de l'OCDE)
- Caisses de retraite et gestionnaires d'actifs
- Entreprises ciblées

Priorité de la CSI:

La gouvernance mondiale des migrations

Points saillants

- Un accord interaméricain a été proposé sur la transférabilité de la protection sociale.
- La Somalie et la Colombie ont annoncé leur intention de ratifier au moins l'une des Conventions de l'OIT sur les migrations.
- Le syndicat des travailleurs migrants de la Corée (MTU) a remporté une victoire juridique en matière de droit d'organisation.

Aperçu

La migration de la main-d'œuvre alimente l'économie mondiale. On dénombre quelque 232 millions de migrants internationaux dans le monde aujourd'hui, dont au moins 50 pour cent sont économiquement actifs et près de la moitié sont des femmes. Les migrations touchent toutes les régions du monde, et de nombreux pays sont à la fois des pays d'origine, de destination et de transit. Les migrations Sud-Sud constituent un phénomène aussi important que les migrations Sud-Nord, et parmi les plus de 50 millions de personnes déplacées l'année dernière, 80 pour cent vivent dans les pays en développement.

La migration aujourd'hui est caractérisée par l'échec des politiques économiques, sociales et de développement aux échelons mondial, régional et national.

Un grand nombre de personnes se déplacent, non pas parce qu'elles le souhaitent, mais parce qu'elles estiment qu'elles n'ont pas d'autre choix. Il n'y a pas d'emploi, ni d'avenir, ni de chances de réussite dans la vie pour eux ou leur famille dans leur pays d'origine. Ou bien des conflits

font rage dans leur pays. Nombreuses sont les personnes qui sont disposées à tout risquer, en quête d'opportunités en vue d'une vie meilleure.

Dans le même temps, nous constatons l'effondrement quasi total de la gouvernance mondiale des migrations: l'application de l'ensemble de lois et de normes fondé sur les droits, censé régir les mouvements de populations.

La preuve la plus tragique et dramatique de ces deux phénomènes est le nombre sans cesse croissant de morts de migrants en transit.

Des milliers de réfugiés fuyant la persécution et les conflits se retrouvent piégés dans des camps, privés du droit au travail et dépourvus de plan de sortie viable.

Les débats et la planification des politiques en matière de migration ont lieu dans le contexte d'un environnement toxique pour une population qui vit de plus en plus dans la crainte, a peu de voies, voire aucune voie à la citoyenneté et est fortement exploitée au travail, très souvent exerçant un emploi inférieur à son niveau de compétences, dans l'économie parallèle ou souterraine.

L'augmentation du nombre de travailleurs migrants et l'acceptation d'un plus grand nombre de demandeurs d'asile sont considérées comme une cause perdue pour les responsables politiques.

L'importance de l'application d'un cadre fondé sur les droits régissant la migration régulière, les réfugiés et les demandeurs d'asile, notamment le droit au travail sans discrimination, devient plus urgente que jamais.

Objectifs

- La gouvernance mondiale, régionale et nationale des migrations est basée sur le cadre juridique et normatif des droits humains. L'OIT joue un rôle de premier plan dans le système de gouvernance mondiale de la migration de la main-d'œuvre.
- La migration de la main-d'œuvre est plus sûre et plus équitable.
- Le droit au travail est établi pour les réfugiés fuyant les conflits.
- Une meilleure cohérence et un renforcement des liens entre la migration et la lutte contre la traite des êtres humains sont assurés dans les cadres politiques aux échelons national, régional et mondial.

Stratégie

Renforcer les capacités des syndicats pour qu'ils engagent des négociations sur la mobilité de la main-d'œuvre aux échelons national et régional et qu'ils contrôlent la mise en œuvre des accords.

Établir une coopération bilatérale/multilatérale entre les syndicats en vue d'organiser les travailleurs/euses migrants tout au long des voies de migration.

Recenser les gouvernements clés tout au long des voies de migration et collaborer avec les partenaires de la société civile afin d'organiser des campagnes fondées sur la connaissance des faits en faveur de réformes et de changements des politiques.

Accroître les ratifications des Conventions de l'OIT sur les travailleurs migrants et de la Convention de l'ONU de 1990.

Utiliser des mécanismes juridiques pertinents, notamment des mécanismes non contraignants, tels que les procédures du rapporteur spécial de l'ONU.

Collaborer avec des organisations de la société civile, l'OIT et le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés.

Assainir le recrutement international des travailleurs/euses migrants moyennant:

- L'organisation dans les chaînes d'approvisionnement de main-d'œuvre;
- Un soutien à l'Initiative de l'OIT pour un recrutement équitable; et
- Faire pression pour obtenir une meilleure réglementation des agences de recrutement internationales en comblant les lacunes dans les normes internationales du travail.

Cibles

ORGANISATION:

- Organisation de 30 000 migrants.

GOVERNEMENTS:

- Les gouvernements au niveau national ; les institutions, instances et processus intergouvernementaux.

EMPLOYEURS:

- Les employeurs dans les secteurs recourant dans une grande mesure à la main-d'œuvre migrante, notamment la construction, le textile et l'habillement, le secteur des soins, l'hôtellerie et la restauration, l'agriculture; les usagers d'agences de recrutement internationales.

AUTRES:

- Les agences de recrutement

Priorité de la CSI:

« Comptez avec nous! »

Points saillants

- Cent organisations affiliées ont annoncé leur projet d'amendement de leurs Statuts afin de garantir une meilleure (voire équitable) représentation des femmes dans les instances de prise de décisions ou une augmentation du pourcentage des femmes dans les fonctions de direction.
- 23 100 femmes se sont syndiquées (en août 2015).
- 17 600 travailleuses ont été couvertes par 88 nouvelles conventions collectives de travail qui incluent une clause en matière de genre sur la protection de la maternité, la conciliation de la vie professionnelle et de la vie familiale, l'égalité de rémunération ou le harcèlement sexuel.
- 1 150 femmes ont suivi une formation en négociation.
- 127 femmes ont été intégrées dans des équipes de négociation.
- 60 femmes ont été élues à des fonctions de direction syndicale à travers la campagne sur les droits des travailleuses.

Aperçu

Les femmes représentent en moyenne 40 pour cent des membres syndicaux, mais n'occupent que 15 pour cent des postes décisionnels au plus haut niveau au sein de leurs organisations.

Le taux de participation des femmes au marché du travail stagne; les jeunes femmes continuent d'être touchées de façon disproportionnée par le chômage; l'écart de rémunération entre hommes et femmes demeure à 20 pour cent en moyenne; les femmes continuent d'être victimes de ségrégation dans les emplois

de faible qualité et sous-évalués et d'être surreprésentées dans les formes de travail informelles et atypiques, ainsi que dans les tâches non rémunérées en matière de prestation de soins. La violence sexiste dans le monde du travail constitue un obstacle important à la participation efficace des femmes au marché du travail.

Le travail décent pour les femmes est la manière la plus rapide et la plus durable de stimuler la croissance et la productivité. Nous avons besoin d'un programme économique pour les femmes dans le cadre d'un plan pour l'emploi et la croissance en vue d'accroître la participation des femmes au marché du travail, soutenu par des soins aux enfants et des soins aux personnes âgées et garantissant des lieux de travail plus conciliables avec la vie de famille.

Les initiatives du centenaire de l'OIT sur l'avenir du travail et sur les femmes au travail offrent l'occasion de s'attaquer aux barrières structurelles à la participation efficace des femmes au marché du travail. L'engagement pris par les dirigeants du G20 pour réduire de 25 pour cent l'écart entre hommes et femmes relatif à la participation au marché du travail d'ici 2025 offre de nouvelles possibilités de s'attaquer à ces barrières structurelles.

L'investissement dans l'économie des soins pourrait non seulement contribuer à reconnaître la réelle valeur du travail de soins, souvent réalisé actuellement par les femmes moyennant leurs tâches non rémunérées et invisibles dans les systèmes comptables nationaux et les enquêtes nationales sur le travail, mais pourrait également éliminer les stéréotypes liés au genre et la ségrégation professionnelle et avoir une incidence positive sur l'écart salarial entre hommes et femmes, en remettant en question les rôles traditionnellement attribués aux deux genres.

La main-d'oeuvre nécessaire dans l'économie des soins peut faciliter la participation des femmes et créer davantage d'emplois. Les recherches actuelles, bien

que rares, démontrent que l'investissement dans les services sociaux contribue à favoriser la croissance de l'emploi et peut avoir des effets très positifs sur l'économie par ses effets directs et multiplicateurs.

Organiser pour défendre les droits économiques et sociaux des femmes peut renforcer le pouvoir des travailleurs et des travailleuses et garantir des syndicats plus forts et plus représentatifs reflétant réellement la diversité de nos membres à tous les niveaux, y compris aux plus hauts niveaux.

Objectifs

- Établir des syndicats plus forts, plus représentatifs.
- Réduire les écarts de genre en ce qui concerne la participation des femmes au marché du travail, notamment grâce à la redistribution des tâches non rémunérées en matière de prestation de soins et à l'établissement d'un socle de protection sociale dans les pays ciblés.
- Créer des emplois décents dans l'économie des soins.

Stratégie

Élaborer des études sur les impacts socioéconomiques de l'investissement dans l'économie des soins sur la base d'une modélisation détaillée de la relation entre l'investissement dans les soins sociaux et les résultats en termes d'emploi et de PIB.

Promouvoir un investissement adéquat dans le secteur des soins et la fixation d'objectifs d'emploi nationaux dans les services publics par les gouvernements.

Nouer des alliances avec les économistes féministes et les organisations de défense des droits des femmes afin d'inciter les gouvernements à établir un programme économique pour les femmes.

Organiser en ce qui concerne les questions liées aux soins et les femmes aux postes de direction.

Obtenir l'adhésion des organisations affiliées à la campagne « Comptez avec nous ! » - les femmes aux postes de direction et élaborer des plans d'action nationaux afin d'atteindre les objectifs.

Cibles

ORGANISATION:

- Organisation de 50 000 femmes supplémentaires en 2016.

GOVERNEMENT:

- Gouvernements nationaux, municipalités locales, institutions et instances intergouvernementales.

EMPLOYEURS:

- Aux niveaux de l'entreprise, des secteurs et des fédérations.

AUTRES:

- Économistes et groupes de réflexion sur les politiques.

Priorité de la CSI: Les travailleurs et travailleuses domestiques – la campagne « 12 + 12 »

Points saillants

- 22 ratifications de la Convention n° 189 en août 2015, l'objectif étant fixé à 24 d'ici décembre 2015.
- Réformes de la législation du travail au Brésil, au Chili, en Namibie, en Finlande, en Belgique et en Irlande.
- L'objectif d'organisation de 40 000 travailleurs/euses domestiques semble réalisable – FITD.
- Le Koweït a annoncé l'adoption d'une loi étendant les droits et les protections aux travailleurs/euses domestiques migrants.

Aperçu

On dénombre quelque 53 à 100 millions de travailleurs et de travailleuses domestiques dans le monde. La grande majorité sont des femmes, dont un grand nombre sont des migrantes et des jeunes filles. Ils/elles cuisinent, nettoient et fournissent des soins aux personnes à leur domicile.

Pendant des décennies, le travail domestique a systématiquement été exclu de la législation du travail, dans la mesure où il n'était pas reconnu en tant que travail. Par conséquent, ces travailleurs/euses sont confrontés à de multiples formes d'exploitation, notamment de bas salaires ou le non-paiement des salaires, des journées de travail extrêmement longues, des abus, voire des

actes de violence sexuelle et de torture. Des millions de travailleurs/euses domestiques sont réduits en esclavage à travers le travail forcé et le travail des enfants.

MAIS CETTE SITUATION CHANGE.

Grâce à l'adoption historique de la Convention n° 189 et de la Recommandation n° 201 de l'OIT le 16 juin 2011, les travailleurs/euses domestiques ont obtenu, pour la première fois dans l'histoire, la reconnaissance de leur travail en tant que tel.

La Convention reconnaît les droits minimums et les protections dont ils/elles devraient bénéficier, notamment le droit à un salaire minimum, la protection sociale et le droit à un jour de congé par semaine. Elle comporte des dispositions particulières en matière de protection des travailleurs/euses domestiques migrants et de ceux/celles qui vivent au domicile de leur employeur, ainsi que des dispositions visant à faire cesser et à prévenir le travail forcé et le travail des enfants.

Depuis le lancement de la campagne « 12 + 12 » de la CSI – en coordination avec la FITH et grâce à l'appui de divers mouvements de défense des droits humains, des migrants et des femmes – plus de 30 pays ont ratifié la Convention n° 189 et/ou adopté des réformes de la législation du travail. La campagne a suscité un véritable élan au sein du mouvement des travailleurs/euses domestiques, débouchant sur l'adhésion de 100 000 nouveaux membres et la formation de nouveaux syndicats.

Bien que d'importantes victoires aient été remportées, trop de gouvernements n'étendent toujours pas les

droits et les protections aux travailleurs et travailleuses domestiques. La CSI continue de soutenir les travailleurs/euses domestiques grâce à un appui en matière d'organisation afin d'obtenir la ratification de la Convention n° 189 par un plus grand nombre de pays, d'établir des syndicats plus forts, d'obtenir des lois et

de garantir leur mise en œuvre. En outre, la capacité à engager ces syndicalistes dans d'autres domaines connexes de notre travail, y compris la protection sociale, la migration, l'économie des soins et le Protocole sur le travail forcé, vient renforcer notre pouvoir.

Objectifs

- 36 ratifications
- Réformes des législations du travail dans cinq pays
- Organisation de 40 000 travailleurs/euses domestiques

Stratégie

- Veiller à ce que les pays cibles ratifient la C186 ou adoptent d'importantes réformes de la législation du travail afin de:
 - » Garantir une mise en œuvre efficace de la législation (notamment des salaires minimums, l'accès à la protection sociale) et
 - » Engager le mouvement des travailleurs/euses domestiques dans des activités/politiques concernant le programme en matière d'économie des soins et d'autres campagnes de ratification (Protocole sur le travail forcé, migration).
- Cibler les pays susceptibles de ratifier la C189 et/ou d'adopter des réformes de la législation du travail.
- Renforcer le réseau des organisateurs et la capacité d'organisation des syndicats.
- Renforcer les pressions sur le Conseil de coopération du Golfe (CCG) en vue d'étendre les législations du travail aux travailleurs/euses domestiques.
- Promouvoir les meilleures pratiques sur l'organisation des travailleurs/euses domestiques et obtenir des droits pour les travailleurs/euses domestiques.
- Partager des nouvelles et des mises à jour dans les médias sociaux/bulletins d'information/réseau d'échanges par courriel/réunions et parmi les partenaires de « 12 + 12 ».

Cibles

ORGANISATION:

- Objectifs ambitieux en matière d'organisation dans cinq pays présentant un fort potentiel en matière d'organisation, par exemple le Brésil, l'Indonésie, l'Inde.
- Renforcement du réseau en fixant l'objectif de 20 organisateurs dans des pays disposant de programmes/campagnes en matière d'organisation, par exemple l'Amérique centrale, l'Afrique du Sud, les États-Unis, le Paraguay, le Chili, le Brésil, le Sénégal, le Kenya, le Ghana, la Tanzanie, l'Indonésie, l'Inde, les Philippines, le Népal et le Liban.

GOVERNEMENT:

- Suivi des progrès dans les pays ayant ratifié la C189 et/ou adopté des réformes de la législation du travail.
- Accent mis sur les pays susceptibles de ratifier la C189 ou d'adopter des réformes de la législation du travail, par exemple l'Indonésie, l'Inde, le Népal, le Japon, la Tanzanie, le Sénégal, le Ghana, le Kenya, le Kazakhstan, l'Ukraine, l'UE, l'Amérique centrale, le Brésil, le Pérou, le Mexique, le Koweït, le Bahreïn, le Liban.
- Campagne pour les droits du travail des travailleurs/euses domestiques migrants dans les pays du CCG et au Liban et actions ciblées sur les pays d'origine: l'Indonésie, le Népal, la Malaisie, les Philippines, le Kenya et l'Éthiopie.

EMPLOYEUR:

- Superviser les agences de recrutement dans les pays du CCG.

Priorité de la CSI: L'organisation

Points saillants

- 48 organisateurs principaux et 265 organisateurs associés formés jusqu'en août 2015.
- 37 organisateurs spécialisés dans la jeunesse ont suivi une formation, dont la moitié des cours ont assuré une parité des genres.
- La parité des genres dans les formations régionales des organisateurs principaux est devenue la norme.
- La formation a inclus des représentants de 33 pays.
- La grande majorité des 82 organisateurs principaux formés entre mars 2014 et mai 2015 continuent de travailler en tant qu'organisateur principal dans des centrales nationales et de mener des campagnes stratégiques en matière d'organisation.
- La diversité culturelle et l'éducation ont amélioré la sensibilisation des participants et ont enrichi le contenu des cours.

Le défi à relever à tous les niveaux du mouvement syndical mondial est l'organisation – l'organisation dans l'économie tant formelle qu'informelle et ce, de façon novatrice.

L'Académie d'organisation mondiale de la CSI est à présent établie, composée d'organisateur principaux ou de coordinateurs régionaux en Amérique latine, en Asie-Pacifique, en Afrique et dans les pays arabes. Ils coordonnent et soutiennent le réseau des « organisateurs principaux » formés – des organisateurs expérimentés chargés de coordonner les campagnes sur le lieu de travail.

Depuis septembre 2014, l'Académie a formé 48 organisateurs principaux et 265 organisateurs associés; a établi un programme de mentorat; a développé deux nouveaux cours, « Les organisateurs principaux » et un « Aperçu de l'organisation », à l'intention des organisateurs sur le lieu de travail; et a apporté un soutien à la formation des délégués du Comité de la jeunesse ainsi qu'aux représentants des organisations affiliées engagés dans d'autres programmes prioritaires de la CSI, notamment « Les pays à risque » et « Les travailleurs/euses domestiques ».

En 2016, la formation sera élargie afin d'appuyer les objectifs en matière d'organisation dans le cadre de tous les Nouveaux fronts et Priorités de la CSI et continuera d'intégrer les nominations des FSI.

L'objectif d'organisation de la CSI demeure l'affiliation de 20 millions de membres supplémentaires d'ici au prochain Congrès en 2018.

Aperçu

Renforcer le pouvoir des travailleurs et des travailleuses constitue le mandat du Congrès mondial de la CSI de 2014. L'organisation visant à développer et à renforcer les syndicats ne peut être durable que si nous engageons les travailleurs/euses sur des questions qui permettront d'améliorer leur vie, y compris les salaires, la sécurité, le travail sûr, les droits et la protection sociale.

La main-d'œuvre mondiale s'élève à approximativement 2,9 milliards de personnes. Seulement 60 pour cent travaille dans l'économie formelle, dont un nombre croissant se retrouve dans des régimes de travail précaires, alors que 40 pour cent lutte pour survivre, en désespoir de cause, dans l'économie informelle, dépourvue de règles, de salaires minimums, de droits et de protection sociale.

Objectifs

- Renforcer la capacité des syndicats à organiser et à recruter de nouveaux membres.
- Instaurer et soutenir une culture d'organisation au sein des organisations affiliées basée sur des critères clairs.
- Accroître les compétences des organisateurs principaux pour qu'ils puissent appuyer les objectifs syndicaux.
- Intégrer un programme de mentorat et établir un réseau mondial d'organiseurs principaux.

Cibles

- Former 25 organisateurs principaux supplémentaires dans chaque région (Afrique, Asie-Pacifique, Amériques, pays arabes, CRPE).
- Établir une équipe de 50 organisateurs à l'échelle nationale dans chaque pays pilote (jusqu'à cinq dans chaque région).

Stratégie

- Organiser une formation à l'échelle régionale à l'intention des organisateurs principaux.
- Développer et soutenir une équipe d'organiseurs dans chaque pays pilote/programme de la CSI.
- Approfondir le mentorat et la formation d'organisation sur le lieu de travail dans les pays pilotes.
- Soutenir un réseau mondial d'organiseurs hautement qualifiés.



HALTE À LA
CUPIDITÉ
DES ENTREPRISES

